

Unité départementale des Bouches-du-Rhône
16 rue Zattara CS 70248
13333 Marseille

Marseille, le 04/03/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 20/02/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

La D113 ex-ROCKSON NOUVELLE

LIEUDIT LES FOUITADES 3858 N RD 113
Les Fouitades
13340 Rognac

Références : D-0409-MRS-2024
Code AIOT : 0006401004

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 20/02/2024 dans l'établissement La D113 ex-ROCKSON NOUVELLE implanté Route Nationale 113 Les Fouitades 13340 Rognac. L'inspection a été annoncée le 09/02/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette inspection s'inscrit dans le cadre d'une action régionale coup de poing 2024 de l'Inspection des Installations classées.

L'objet de cette inspection est de contrôler le respect des prescriptions liées à la consommation d'eau et de rappeler aux industriels les exigences applicables en période de sécheresse.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- La D113 ex-ROCKSON NOUVELLE
- Route Nationale 113 Les Fouitades 13340 Rognac
- Code AIOT : 0006401004
- Régime : Autorisation

- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La D113 a repris l'activité d'imprimerie de la société de ROCKSON Nouvelle depuis le 1er août 2023 sur le site de Rognac qui bénéficie d'un arrêté préfectoral d'autorisation du 03/04/1998.

L'activité est présente sur le site depuis 1986 est essentiellement axée sur l'impression de prospectus. La société a récemment fait l'objet de plusieurs réorganisations pour faire face aux difficultés liées à une activité en perte de vitesse.

Actuellement le site fonctionne avec deux rotatives offset et 19 salariés.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée *a posteriori* du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée."

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Origine de l'eau et prélèvement	Arrêté Préfectoral du 12/05/1998, article 6-5	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
3	Suivi des consommations d'eau / relevé / registre	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 15	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Volumes d'eau prélevés	Arrêté Préfectoral du 12/05/1998, article 6-6	Sans objet
4	Déclarations GEREP : prélèvements et volumes d'eau rejetés	Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 4-I	Sans objet
5	Déclaration en période de sécheresse (niveau d'alerte renforcée, crise)	Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 2-IV	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a été l'occasion de rappeler à l'exploitant que la zone sécheresse à surveiller par ce dernier n'est pas la zone d'implantation du site mais la zone de prélèvement majoritaire de ses eaux consommées.

En conséquence, celui-ci doit demander la provenance de son eau potable à son fournisseur d'eau. Les éléments de réponse devront être transmis à l'Inspection des installations classées.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Origine de l'eau et prélèvement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/05/1998, article 6-5

Thème(s) : Risques chroniques, Eau
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>6-5. Prélèvements:</p> <p>Les installations de prélèvement d'eau sont munies d'un dispositif de mesure totalisateur. Ce dispositif sera relevé semestriellement et les résultats portés sur un registre éventuellement informatisé.</p> <p>L'ouvrage de raccordement sur le réseau public de distribution d'eau potable sera équipé d'un clapet anti-retour ou de tout autre dispositif équivalent.</p> <p>L'usage du réseau incendie est strictement réservé aux sinistres et aux exercices de secours.</p> <p>Constats :</p> <p>Le site est approvisionné en eau par l'Agglopolé Provence.</p> <p>Les utilisations de l'eau sur le site son les suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - pour le process et notamment pour en solution de mouillage dans le procédé d'impression offset (basé sur la répulsion eau-encre), - pour l'eau sanitaire, - pour le réseau incendie. <p>Les relevés de compteurs sont réalisés régulièrement (tous les 3 à 6 mois) sur demande du fournisseur afin d'établir la facturation.</p> <p>L'inspection rappelle qu'un relevé régulier hebdomadaire doit être réalisé et consigné (cf. point de contrôle N°4). Ce relevé permet entre autre de détecter d'éventuelles fuites sur le réseau.</p> <p>L'exploitant indique ne pas avoir connaissance de la mise en place d'un clapet anti-retour.</p> <p>Le réseau incendie est contrôlé une fois pas an par une société extérieure.</p> <p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmettra à l'inspection les justificatifs concernant la mise en place d'un clapet anti-retour sur le raccordement au réseau d'eau public en eau potable conformément aux dispositions de son arrêté préfectoral d'autorisation.</p> <p>L'exploitant transmettra à l'inspection les informations sur les masses d'eau (code masse d'eau) d'approvisionnement qu'il aura collectées auprès de son fournisseur.</p> <p>Type de suites proposées : Avec suites</p> <p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p> <p>Proposition de délais : 3 mois</p>

N° 2 : Volumes d'eau prélevés

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/05/1998, article 6-6
Thème(s) : Risques chroniques, Eau
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>6-6. Consommation :</p> <p>La consommation journalière est de 13m³, prélevée sur le réseau de distribution publique.</p> <p>L'exploitant doit prendre toutes les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation</p>

<p>des installations pour limiter la consommation d'eau.</p> <p>Il devra chercher par tous les moyens économiquement acceptables, et notamment à l'occasion des remplacements de matériel et de réfection des ateliers, à diminuer au maximum cette consommation d'eau.</p>
<p>Constats :</p> <p>Les factures des 2 années précédentes sont fournies par l'exploitant :</p> <p>Les index relevés sur le compteur d'alimentation en eau potable indiquent :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 01/03/2022 : 13937 - 17/05/2022 : 14432 - 03/03/2023 : 17383 <p>Soit un total de 3446 m³ sur 12 mois, et une consommation d'environ 9,4 m³/j.</p> <p>Les index relevés sur le compteur d'alimentation du réseau incendie indiquent :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 01/03/2022 : 339 - 17/05/2022 : 346 - 03/03/2023 : 414 <p>Soit 75 m³ sur 12 mois, 0,2 m³/j.</p> <p>La consommation d'eau totale journalière du site de mars 2022 à mars 2023 représente environ 3521 m³/an soit environ 9,6 m³/j.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 3 : Suivi des consommations d'eau / relevé / registre

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 15</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Eau</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les installations de prélèvement d'eau sont munies d'un dispositif de mesure totalisateur. Ce dispositif est relevé journallement si le débit prélevé est susceptible de dépasser 100 m³/j, hebdomadairement si ce débit est inférieur. Ces résultats sont portés sur un registre éventuellement informatisé et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le site compte 2 réseaux d'eau distincts avec 2 compteurs et 2 contrats différents :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le réseau d'alimentation en eau industrielle et eau sanitaire, avec un compteur dédié englobant les 2 utilisations, - le réseau d'eau incendie. <p>La consommation d'eau journalière du site est inférieure à 100 m³/j.</p> <p>À ce jour, l'exploitant déclare relever ses compteurs sur demande de son fournisseur pour établir la facturation.</p> <p>Conformément à l'article 15 de l'arrêté ministériel du 02 février 1998 l'exploitant doit effectuer un relevé hebdomadaire de ses compteurs d'alimentation en eau potable et réseau incendie.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant justifiera de la mise en place du relevé hebdomadaire de ses compteurs d'eau AEP et</p>

réseau incendie.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 3 mois

N° 4 : Déclarations GEREP : prélèvements et volumes d'eau rejetés

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 4-I
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Eau</p> <p>Prescription contrôlée :</p> <p>Pour :</p> <ul style="list-style-type: none"> - établissements ICPE à A ou E, à l'exclusion des élevages, sauf les installations relevant de la rubrique 3660 ; - pisciculture d'une capacité de production supérieure à 1 000 tonnes par an ; - STEP urbaines d'une capacité nominale supérieure à 6 000 kg/j de DBO5 (100 000 équivalents habitants) ; - site d'extraction relevant du code minier. <p>Prélèvements :</p> <p>L'exploitant [...] déclare chaque année au ministre en charge des installations classées, [...] Les volumes d'eau consommée ou prélevée dès lors que le volume provenant d'un réseau d'adduction est supérieur à 50 000 m³/an ou que le volume prélevé dans le milieu naturel est supérieur à 7 000 m³/an.</p> <p>Volumes d'eaux rejetés :</p> <p>L'exploitant [...] déclare chaque année au ministre en charge des installations classées [...] Les volumes d'eau rejetée, le nom, la nature du milieu récepteur dès lors que le volume de prélèvement total est supérieur à 50 000 m³/an ou que l'exploitant déclare au moins une émission dans l'eau au titre du premier tiret du présent article ;</p> <p>Constats :</p> <p>Les volumes consommés, 3 521 m³/an soit environ 9,6 m³/j, n'atteignent pas les seuils de déclaration dans GEREP.</p> <p>L'exploitant n'a donc pas fait de déclaration sur la plateforme GEREP.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Déclaration en période de sécheresse (niveau d'alerte renforcée, crise)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 2-IV
Thème(s) : Risques chroniques, Eau
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Pour : ICPE à A ou à E dont le prélèvement d'eau total annuel est supérieur à 10 000 mètres cubes</p> <p>Lorsque les niveaux de gravité d'alerte renforcée ou de crise sont en vigueur, l'exploitant transmet, chaque semaine calendaire, au plus tard le mercredi, à l'inspection des installations classées, les volumes d'eau journaliers prélevés et consommés sur la semaine calendaire précédente et le volume journalier moyen prévisionnel prélevé et consommé pour les besoins de son installation</p>

pour la semaine calendaire en cours.

Cette transmission est faite en utilisant le lien suivant :

<https://www.demarches-simplifiees.fr/commencer/icpe-secheresse-rapportage-hebdomadaire>

La dernière transmission est réalisée la semaine calendaire suivant celle de la levée des niveaux d'alerte renforcée et de crise.

Constats :

Le prélèvement d'eau total annuel étant inférieur à 10 000 mètres cubes/an le site n'est pas concerné par la prescription.

Type de suites proposées : Sans suite

Annexe confidentielle

Non communicable au public

Informations consultables selon des modalités adaptées et contrôlées

Nature du caractère confidentiel :

- ☐ Information sensible ⁽¹⁾
- ☐ Secret industriel
- ☐ Autres : préciser

(1) Information sensible non communicable pouvant faciliter la commission d'acte de malveillance (cf. instruction du gouvernement du 12 septembre 2023). Exemples : localisation des barrières de sécurité, localisation des stocks de produits dangereux...

Pour chaque point de contrôle dont le bloc de confidentialité est complété :

Nom du point de contrôle : Suivi des consommations d'eau / relevé / registre

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 15

Information confidentielle :

- N° de compteur : D16KD046289 pour le réseau d'alimentation en eau industrielle et eau sanitaire, avec un seul compteur pour les 2 utilisations,
- N° de compteur : D13XK129143 pour le réseau d'eau incendie.